



Communiqué de presse - Les Lilas le 5 juillet 2022

Crise des urgences : donner à l'Hôpital public les moyens de ses missions

La crise sanitaire a fait éclater au grand jour les carences du système public de santé soumis à des décennies d'austérité et de politiques néo-libérales. La pandémie qui est loin d'être terminée a percuté un hôpital public déjà en crise. Pire, les fermetures de lits d'hospitalisation se sont poursuivies, et les mesures insuffisantes du Ségur de la Santé n'ont pas été synonymes d'amélioration.

Depuis des années et encore plus ces derniers mois, les personnels des services d'urgence de l'Hôpital public sont mobilisés et alertent les responsables politiques et la population sur la véritable débâcle du système qui met les patients et la population en danger : pénurie de médecins urgentistes et de personnels soignants, démissions, surcharge de travail entraînant des arrêts maladie, fermetures de services d'urgence en journée ou en nuit, prise en charge obligatoire par le 15, manque de lits pour les hospitalisations urgentes... Le constat est catastrophique.

Dans ce contexte de crise, la ministre de la santé a commandé fin mai une mission au médecin urgentiste président de Samu-Urgences de France François Braun, devenu aujourd'hui ministre de la santé. Son rapport a été remis le 1^{er} juin à la Première ministre qui a annoncé reprendre l'ensemble de ses recommandations.

Ce faisant, le gouvernement persiste dans sa logique de court terme et de restriction de l'accès aux services publics.

.../...

Des mesures de revalorisation des rémunérations sont prises, y compris pour inciter les médecins généralistes à prendre en charge en urgence des patients dont ils ne sont pas médecins traitants. Mais globalement, il s'agit dans le plan du nouveau ministre, d'étendre à l'ensemble des services d'urgence les dispositifs mis en œuvre dans les services fonctionnant actuellement en mode « dégradé », avec par exemple le tri préalable des patients en amont de la prise en charge aux urgences et la gestion de la pénurie de médecins urgentistes en imposant des responsabilités médicales aux infirmiers et ambulanciers.

Après avoir instauré en janvier un forfait patient urgences dont la FSU demande le retrait, le gouvernement institutionnalise la pénurie en instaurant un filtrage systématique des patients, ce qui va accroître le renoncement aux soins et engorger les services téléphoniques du 15, avec tous les risques que cela comporte pour le traitement des urgences vitales.

Pour la FSU, si des mesures doivent être prises immédiatement en prévision des mois à venir, ce sont avant tout des décisions et des engagements structurels qui doivent permettre de refonder le service public de santé.

La FSU est porteuse de solutions d'avenir pour l'amélioration de la santé de toute la population, qui passe par un service public profondément refondé, une véritable revalorisation des personnels de santé. Il est urgent d'en finir avec la conception managériale et comptable de l'hôpital public, en particulier la tarification à l'acte (T2A), et de lui attribuer les moyens pérennes nécessaires à l'ensemble de ses missions.

SUIVEZ-NOUS !

